

Centre canadien de la statistique juridique
Programme des services correctionnels

SERVICES CORRECTIONNELS POUR ADULTES AU CANADA

QUESTIONNAIRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006

PARTIE I

SERVICES GOUVERNEMENTAUX
DE DÉTENTION POUR ADULTES

INFORMATION AUX RÉPONDANTS

Confidentialité

Confidentiel une fois rempli.

Autorité

Recueilli en vertu de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada,
1985, chapitre S19.

Personne ressource au programme des services correctionnels Carole Cummings (613) 951-3192 (613) 951-6615 (télécopieur) carole.cummings@statcan.ca	<u>Répondant</u> Secteur de compétence _____ Contact _____ Tel. No. _____
---	---

Date : _____

QUESTION 1: Année financière 2005-2006

Combien d'établissements gouvernementaux de détention pour adultes étaient en fonctionnement durant l'année?

- (a) Nombre d'établissements en fonctionnement au début de l'année (c'est-à-dire au 1er avril 2005) _____
- (b) Nouveaux établissements ouverts durant 2005-2006 + _____
- (c) Établissements fermés en permanence durant 2005-2006 .. - _____
- (d) Nombre d'établissements en fonctionnement à la fin de l'année (c'est-à-dire au 31 mars 2006) _____

Nom	Date	Ouverture	Fermeture
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Année financière - Du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006.
2. Établissements du gouvernement - Ce terme désigne tous les établissements de détention administrés par l'organisme gouvernemental responsable des services correctionnels dans votre secteur de compétence. Ces établissements se distinguent des établissements de correction privés en ce sens qu'ils sont administrés par des fonctionnaires plutôt que par des employés du secteur privé. Si un établissement compte des établissements affiliés ou annexes gérés par la même administration centrale, seul l'établissement central doit être déclaré.

Un grand nombre de termes sont utilisées dans les secteurs de compétence pour désigner les établissements qui reçoivent les détenus. À titre d'exemples, mentionnons: les prisons, les établissements de correction, les centres résidentiels communautaires, les centres correctionnels communautaires, les centres de détention, les centres de correction et de réadaptation, les centres de formation, les centres de prévention et les camps. Le sens de chacun de ces termes varie d'un secteur de compétence à l'autre.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 3: Année financière 2005-2006

Quelles étaient la capacité opérationnelle et les conditions spéciales de tous les établissements de correction pour adultes du gouvernement en fonctionnement à la fin de l'année?

<u>Capacité:</u>	<u>Nombre de places</u>
(a) Capacité opérationnelle:	
CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE TOTALE À LA FIN DE L'ANNÉE (c'est-à-dire le nombre de places).....	_____
(b) Capacité de condition spéciale:	
Médicale	_____
Isolement	_____
Protection	_____
Autres, préciser _____	_____
CAPACITÉ TOTALE DE CONDITION SPÉCIALE À LA FIN DE L'ANNÉE (c'est-à-dire le nombre de places).....	_____
CAPACITÉ TOTALE (c'est-à-dire le nombre de places) À LA FIN DE L'ANNÉE	_____

Le nombre de places décrit sous **Capacité de condition spéciale** est-il compris dans la capacité opérationnelle totale?

- Oui Non

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Établissements du gouvernement - Voir la question 1.
2. Capacité - Les critères utilisés pour calculer la capacité varient d'un secteur de compétence à l'autre et l'utilisation du nombre de places à usage spécial ou normal peut changer en fonction des besoins. De plus, les chiffres sur la capacité peuvent varier au cours de l'année, s'il y a une restructuration du nombre de places disponibles. Dans la plupart des cas, la capacité à la fin de l'année doit être indiquée.

Capacité opérationnelle désigne le nombre de détenus que l'établissement peut contenir dans des circonstances normales. La capacité désignée comme **condition spéciale** est destinée à des usages spéciaux, par exemple les cas de maladie, de discipline, de protection ou d'isolement. S'il n'y a pas de distinction entre la **capacité opérationnelle** et les **conditions spéciales**, inscrivez seulement la capacité totale.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 8: Année financière 2005-2006

Combien de détenus ont été en liberté illégale durant l'année?

<u>Genre d'évasion:</u>	<u>Nombre</u>
(a) D'un établissement en milieu fermé (c'est-à-dire infraction aux mesures de sécurité)	_____
(b) D'un établissement en milieu ouvert (c'est-à-dire fuite en douce - aucune infraction aux mesures de sécurité)	_____
(c) D'une permission de sortir avec surveillance	_____
(d) D'une permission de sortir sans surveillance	_____
(e) Autres, préciser _____	_____
TOTAL	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Permission de sortir - Voir la question 7.
2. Genre d'évasion - Le Code criminel définit une évasion comme un bris de prison, une évasion d'une garde légale ou en liberté avant l'expiration d'une période d'emprisonnement.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 9: Année financière 2005-2006

Combien d'admissions dans les établissements de correction pour adultes des gouvernements ont été inscrites durant l'année et quelle était la raison de l'admission?

<u>Statut du détenu à l'admission:</u>	Admissions <u>incluant</u> les transferts dans le même secteur de compétence	Admissions <u>excluant</u> les transferts dans le même secteur de compétence
--	--	--

NOTA: Le total de cette dernière colonne doit être utilisé dans les questions qui suivent.

(a) Mandat d'incarcération (comprend le changement de statut peut importe le statut)	_____	_____
(b) Mandat de renvoi sous garde (comprend le changement de statut de la détention temporaire)	_____	_____
(c) Détention temporaire (c'est-à-dire locaux cellulaires, autres genres de détention)	_____	_____
TOTAL	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Admissions - Désigne toutes les entrées inscrites dans le système correctionnel.
 - Admissions incluant les transferts - Désigne tous les mouvements de contrevenants à l'intérieur des établissements et entre ceux-ci. Toutes les arrivées à la suite desquelles un document d'admission est rempli devraient être incluses; cependant, les détenus libérés pour des fins autres qu'un transfert (comme dans les cas de comparution devant le tribunal, de permission de sortir, etc.) ne devraient pas être inclus. De plus, les détenus transférés dans des camps de travail considérés comme une partie de l'établissement principal ne devraient pas être inclus. Admissions excluant les transferts - Désigne toutes les admissions effectuées dans un même secteur de compétence, sauf les transferts. Les transferts effectués entre différents secteurs de compétence devraient être considérés comme des admissions à la suite de nouvelles sentences.
2. Statut du détenu:
 - a) Mandat d'incarcération - Désigne tous les détenus admis dans un établissement de correction pendant la période de déclaration, peu importe le statut à l'admission dans l'établissement. Toute nouvelle entrée accompagnée d'un Mandat d'incarcération à purger une peine devrait être comptée comme une admission de personne condamnée. Les détenus qui reviennent d'une libération conditionnelle devraient également être comptés comme une admission de personne condamnée. Le nombre de détenus sous garde avant l'année à l'étude ne devrait pas être reporté d'une année à l'autre.
 - b) Mandat de renvoi - Les personnes non condamnées pendant leur séjour doivent être comptées comme étant des personnes prévenues ou des personnes en détention temporaire. Les admissions de personnes prévenues incluent les personnes admises en vertu d'un Mandat de renvoi, et les personnes qui ont reçues un Mandat de renvoi lors de leur détention temporaire.
 - c) Détention temporaire - Désigne les personnes détenues temporairement dans des locaux cellulaires (lock-up) (ne s'applique pas dans tous les secteurs de compétence) mais qui ne sont ni condamnées ni prévenues.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 11: Année financière 2005-2006

Quel était l'origine ethnique des personnes admises aux établissements de détention pour adultes durant l'année?

Statut du détenu à l'admission:	Origine ethnique:			Total
	Autochtone	Non-autochtone	Non spécifié	
(a) Condamné - Homme	_____	_____	_____	_____
Femme	_____	_____	_____	_____
Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____	_____
(b) Prévenu - Homme	_____	_____	_____	_____
Femme	_____	_____	_____	_____
Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____	_____
(c) Autre détention temporaire				
- Homme	_____	_____	_____	_____
- Femme	_____	_____	_____	_____
- Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Admissions (excluant les transferts) - Voir la question 9.
2. Statut du détenu à l'admission - Voir la question 9.
3. Origine ethnique - Les détenus d'origine autochtone désignent tous les Indiens Nord-américains, les Métis, les Eskimos et les Inuits; les Indiens visés par les traités et les Indiens non visés par les traités ainsi que les Indiens inscrits et non inscrits.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 12: Année financière 2005-2006

Quel était l'âge des personnes admises dans les établissements de correction pour adultes durant l'année?

Veillez fournir les données LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLES si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent.

Âge:	Statut du détenu à l'admission:								Autre détention temporaire			
	Condamné				Prévenu							
	H	F	N/S	T	H	F	N/S	T	H	F	N/S	T
(a) Moins de 16 ans ...	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(b) 16	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(c) 17	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(d) 18	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(e) 19	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(f) 20	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(g) 21	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(h) 22	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(i) 23	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(j) 24	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(k) 25-29	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(l) 30-34	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(m) 35-39	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(n) 40-44	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(o) 45-49	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(p) 50 ans et plus	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
(q) Non spécifié	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___

NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS DE CONTREVENANTS

Âge moyen (basé sur les microdonnées) ...	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___
Âge médian (basé sur les microdonnées) ...	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___	___

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Admissions (excluant les transferts) - Voir la question 9.
2. Statut du détenu à l'admission - Voir la question 9.
3. Âge - Il s'agit de l'âge des contrevenants lors de leur admission dans l'établissement. L'âge peut être calculé à partir de la date de naissance, ou être indiqué par le détenu lui-même.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 13: Année financière 2005-2006

Quels genres d'infractions ont été commises par les personnes admises dans les établissements de correction?

Genres d'infractions:	Sexe:		Non spécifié	Total
	Homme	Femme		
I Code criminel				
(a) Crimes de violence (p. ex. homicide, tentative de meurtre, infractions d'ordre sexuel, coups et blessures, etc.)	_____	_____	_____	_____
(b) Crimes contre la propriété (p. ex. introduction par effraction, vol simple, etc.)	_____	_____	_____	_____
(c) Conduite avec facultés affaiblies ...	_____	_____	_____	_____
(d) Autres, Code criminel	_____	_____	_____	_____
II Lois fédérales				
(a) Infractions concernant les drogues ..	_____	_____	_____	_____
(b) Autres, Lois fédérales	_____	_____	_____	_____
III Lois provinciales				
(a) Infractions concernant les boissons alcooliques	_____	_____	_____	_____
(b) Autres, Lois provinciales	_____	_____	_____	_____
IV Règlements municipaux	_____	_____	_____	_____
V Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____	_____

Unité de comptage:

- Infraction la plus grave
 Décision la plus sévère
 Accusations multiples
 Autres, préciser _____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Statut du détenu à l'admission - Voir la question 9.
2. Infraction(s) (c'est-à-dire infractions au Code criminel, à une loi fédérale, à une loi provinciale ou à un règlement municipal) - Veuillez fournir le plus de détails possibles sur les infractions commises par le contrevenant au moment de son admission et indiquez l'unité de comptage (c'est-à-dire l'infraction la plus grave, accusations multiples, décision la plus sévère, etc.).

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 15: Année financière 2005-2006

I. Combien de personnes ont été admises en détention par suite d'un défaut de paiement d'amende durant l'année?

<u>Sexe:</u>	<u>Nombre</u>
(a) Homme	_____
(b) Femme	_____
(c) Non spécifié	_____
TOTAL	_____

II. Combien de personnes ont été admises en détention durant l'année pour purger une peine intermittente?

<u>Sexe:</u>	<u>Nombre</u>
(a) Homme	_____
(b) Femme	_____
(c) Non spécifié	_____
TOTAL	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Admissions (excluant les transferts) - Voir la question 9.
2. Admissions par suite de défaut de paiement d'amende - Dans le contexte des condamnations pour certains types choisis d'infractions, ce terme désigne le nombre de personnes admises en détention qui n'auraient pas eu à purger une peine d'emprisonnement si elles avaient acquitté l'amende qui leur avait d'abord été imposée.
3. Peines intermittentes - Désigne une peine d'emprisonnement qui doit être purgée périodiquement et qui s'échelonne sur une période prolongée (p. ex., pendant des fins de semaine ou pendant certains jours de la semaine).
4. Sexe - Voir la question 10.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 16: Année financière 2005-2006

Quelle était la durée totale de la peine des contrevenants incarcérés à la suite d'une condamnation durant l'année?

Si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent, veuillez indiquer les données LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLES sur la durée de la peine.

Durée totale de la peine:	Nombre:		Non spécifié	Total
	Homme	Femme		
(a) 1-7 jours	_____	_____	_____	_____
(b) 8-14 jours	_____	_____	_____	_____
(c) 15-29 jours	_____	_____	_____	_____
(d) 30-31 jours (1 mois)	_____	_____	_____	_____
(e) 32-89 jours	_____	_____	_____	_____
(f) 90-92 jours (3 mois)	_____	_____	_____	_____
(g) 93-179 jours	_____	_____	_____	_____
(h) 180-184 jours (6 mois)	_____	_____	_____	_____
(i) 185-364 jours	_____	_____	_____	_____
(j) 365-366 jours (1 an)	_____	_____	_____	_____
(k) 367-729 jours	_____	_____	_____	_____
(l) 730 jours et plus (2 ans et plus)	_____	_____	_____	_____
(m) Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL DES ADMISSIONS DE PERSONNES CONDAMNÉES (excluant les transferts)	_____	_____	_____	_____
Durée moyenne de la peine excluant les peines de 2 ans et plus (basé sur les microdonnées)	_____	_____	_____	_____
Durée médiane de la peine excluant les peines de 2 ans et plus (basé sur les microdonnées)	_____	_____	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Durée totale de la peine - Ce terme désigne le nombre total de jours, de mois ou d'année qu'un détenu doit passer dans un établissement de correction conformément à l'ordonnance du tribunal. La durée totale de la peine ne correspond pas à la période purgée, les réductions méritées de peines et les mises en liberté selon certaines conditions, comme la libération conditionnelle, réduisent la période purgée, en comparaison de la durée de la peine initiale. Dans le cas où plusieurs peines ont été prononcées, il s'agit de la somme des peines consécutives. Si les peines sont concurrentes, la plus longue est retenue. Dans le cas de la révocation de la libération conditionnelle, la peine à purger équivaut au reste de la peine totale, si une nouvelle infraction n'a pas été commise.
2. Sexe - Voir question 10.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 17: Année financière 2005-2006

Combien de temps les contrevenants qui ont été libérés durant l'année ont-ils passé en détention avant leur libération? Quel était leur statut lors de leur libération? Si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent, veuillez fournir les données LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLES.

Peine purgée:	Statut des détenus lors de leur libération:											
	Condamnés				Prévenus				Autre détention temporaire			
	M	F	N/S	T	M	F	N/S	T	M	F	N/S	T
(a) 1-7 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(b) 8-14 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(c) 15-29 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(d) 30-31 jours (1 mois)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(e) 32-89 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(f) 90-92 jours (3 mois)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(g) 93-179 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(h) 180-184 jours (6 mois) ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(i) 185-364 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(j) 365-366 jours (1 an)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(k) 367-729 jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(l) 730 jours et plus (2 ans et plus)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(m) Non spécifié	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL DES LIBÉRATIONS (excluant les transferts)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée moyenne de la peine purgée (basé sur les microdonnées)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée médiane de la peine purgée (basé sur les microdonnées)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Statut des détenus lors de leur libération - Il s'agit du statut des détenus lors de leur libération. Dans le cas d'un détenu qui comparait devant le tribunal, qui est réincarcéré et qui est par la suite libéré au cours de l'année, il faut compter deux libérations et indiquer la durée du séjour sous chaque statut.
2. Peine purgée - Il s'agit de la durée totale de la peine, mesurée en jours, en mois ou en années, effectivement purgée au moment de chaque libération d'un établissement. Il faut inclure toutes les libérations à l'exclusion des transferts.
3. Total des libérations - Comprend tous les genres de libérations, sauf les transferts.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 18: Année financière 2005-2006

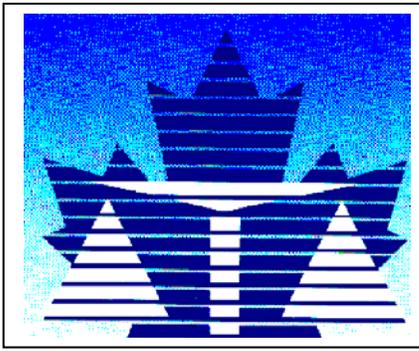
Combien de contrevenants sont décédés durant l'année et quelle était la raison du décès?

<u>Décès de détenus:</u>	<u>En détention</u>	<u>Non en détention, mais inscrit dans le registre</u>	<u>Nombre total inscrit dans le registre</u>
(a) Suicide	_____	_____	_____
(b) Meurtre	_____	_____	_____
(c) Accidentel	_____	_____	_____
(d) Intervention légale (c'est-à-dire tué par les autorités pendant la perpétration d'une infraction, p. ex., prise d'otages, évasion, etc.)	_____	_____	_____
(e) Causes naturelles	_____	_____	_____
(f) Autres	_____	_____	_____
(g) Non spécifié	_____	_____	_____
NOMBRE TOTAL DE DÉCÈS DE DÉTENUS	_____	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Décès des détenus - Désigne tous les décès de détenus qui sont survenus dans un établissement de correction ainsi que les décès des contrevenants qui étaient inscrits dans le registre d'un établissement, mais qui n'étaient pas en détention au moment du décès.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :



Centre canadien de la statistique juridique
Programme des services correctionnels

SERVICES CORRECTIONNELS POUR ADULTES AU CANADA

QUESTIONNAIRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006

PARTIE II

SERVICES PRIVÉS

DE DÉTENTION POUR ADULTES

INFORMATION AUX RÉPONDANTS

Confidentialité

Confidentiel une fois rempli.

Autorité

Recueilli en vertu de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada,
1985, chapitre S19.

Personne ressource du Programme des services correctionnels Carole Cummings (613) 951-3192 (613) 951-6015 (télécopieur) carole.cummings@statcan.ca	<u>Répondant</u> Secteur de compétence _____ Contact _____ Tel. No. _____
---	--

Date : _____

STC/CCJ-125-60102

QUESTION 19: Année financière 2005-2006

Existe-t-il des établissements privés servant à la détention des contrevenants dans votre secteur de compétence?

Cochez d'un X la case appropriée.

(a) Aux fins de servir une sentence carcérale:

- Oui Non

(b) Avant que les détenus soient libérés de la garde provinciale:

- Permission de sortir
 Semi-liberté
 Autres, préciser _____

(c) Lorsque les détenus sont libérés de la garde provinciale:

- Libération conditionnelle totale
 Probation
 Autres, préciser _____

(d) Pour d'autres raisons:

- Traitement (p. ex., alcool/drogue)
 Autres, préciser _____

(e) Non, ne remplissez pas la partie III du questionnaire.

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Établissements privés - Désigne tous les établissements exploités par des employés du secteur privé en vertu d'une entente contractuelle conclue avec le gouvernement provincial ou avec le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Les établissements privés offrent une gamme variée de services dans tous les secteurs de compétence. Ainsi, ils peuvent servir à la détention des contrevenants condamnés à purger une courte peine, des contrevenants libérés en vertu d'une permission de sortir, d'une semi-liberté ou d'une libération conditionnelle totale et des contrevenants qui ont besoin de traitements spéciaux, etc.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 20 (A): Année financière 2005-2006

Combien d'établissements privés ont été utilisés dans votre secteur de compétence à la fin de l'année? Veuillez donner une brève description des services assurés.

Nombre total d'établissements en fonctionnement à la fin de l'année
(c'est-à-dire au 31 mars 2006)

Ces établissements sont-ils inclus dans le nombre total d'établissements à la Question 1 (partie I)?

Oui Non

Capacité d'accueil des contrevenants provinciaux dans les établissements privés
(c'est-à-dire nombre de places réservées).....

Ces places sont-elles incluses dans la capacité d'accueil indiquée à la Question 3 (partie I)?

Oui Non

QUESTION 20 (B): Année financière 2005-2006

Quel était le niveau de sécurité des établissements privés de correction pour adultes des gouvernements en fonctionnement à la fin de l'année?

<u>Niveau de sécurité:</u>	<u>Nombre</u>
(a) Établissements en milieu fermé (maximum et intermédiaire)	_____
(b) Établissements en milieu ouvert (minimum)	_____
(c) Établissements polyvalents (fermé et ouvert).....	_____
(d) Autres, préciser _____	_____

NOMBRE TOTAL D'ÉTABLISSEMENTS EN FONCTIONNEMENT À LA FIN DE L'ANNÉE (c'est-à-dire au 31 mars 2006)

QUESTION 20 (C): Année financière 2005-2006

Ces établissements offraient-ils également de loger les contrevenants fédéraux? Oui Non

Nombre total d'ententes contractuelles

Brève description des services assurés - _____

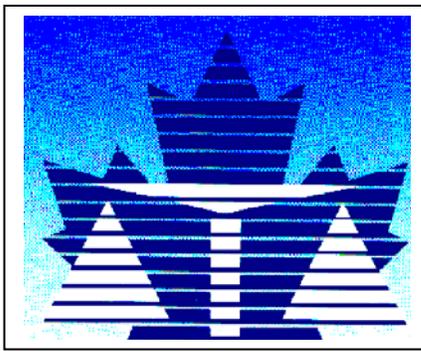
QUESTION 20 fin : Année financière 2005-2006

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Établissements privés - Voir la question 19.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRES(S):

À TITRE D'INFORMATION



Centre canadien de la statistique juridique
Programme des services correctionnels

SERVICES CORRECTIONNELS POUR ADULTES AU CANADA

QUESTIONNAIRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006

PARTIE III

SERVICES DE NON-DÉTENTION

POUR ADULTES

INFORMATION AUX RÉPONDANTS

Confidentialité

Confidentiel une fois rempli.

Autorité

Recueilli en vertu de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada,
1985, chapitre S19.

Personne ressource du Programme des services correctionnels Carole Cummings (613) 951-3192 (613) 951-6015 (télécopieur) carole.cummings@statcan.ca	<u>Répondant</u> Secteur de compétence _____ Contact _____ Tel. No. _____
---	--

Date : _____

QUESTION 23: Année financière 2005-2006

Des services de surveillance ont-ils été assurés par l'entremise d'agences engagées sous contrat durant l'année?

Non

Oui, expliquez brièvement jusqu'à quel point les services externes ont été utilisés (comme le nombre de cas, etc.)

Nombre moyen de cas _____

Le calcul est basé sur les données enregistrées à 365 reprises.

Le calcul a été enregistré à _____ reprises.

DÉFINITIONS ESSENTIELLES :

1. Agences engagées sous contrat - Ce terme comprend toutes les agences exploitées par des employés du secteur privé en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement provincial ou avec le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial.
2. Nombre moyen de cas - Le nombre moyen de cas est établi à partir des comptes quotidiens de contrevenants assujettis à la surveillance; cependant, si les données quotidiennes ne sont pas disponibles, utilisez les données correspondant à l'intervalle de comptage le plus court, ou l'évaluation la plus fréquente, et indiquer la méthode de comptage utilisée.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S) :

QUESTION 25: Année financière 2005-2006

Qui sont les personnes supervisées par les agents de probation et les agents de libération conditionnelle dans votre secteur de compétence?

Cochez d'un X la case appropriée.

- Détenus libérés temporairement de la garde (c'est-à-dire les cas de permission de sortir ou de semi-liberté)
- Probation
- Condamnation avec sursis
- Libération conditionnelle provinciale
- Contrevenants fédéraux libérés en vertu d'une ordonnance de libération conditionnelle ou de liberté surveillée
- Autres, préciser - _____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Bureau de probation et de libération conditionnelle - voir la question 24.

2. **Personnes en surveillance**

Détenus libérés temporairement de la garde - Il s'agit des détenus qui ont été libérés temporairement de la garde pour diverses raisons en vertu d'une ordonnance de permission de sortir ou d'une semi-liberté.

Probation - Il s'agit d'une ordonnance de la cour en vertu de laquelle la personne condamnée doit purger sa peine dans la collectivité assujettie à des conditions de surveillance. L'ordonnance de probation peut être rendue conjointement avec une condamnation avec sursis, une libération sous condition, une amende ou une peine d'emprisonnement.

Libération conditionnelle - Il s'agit d'une libération en vertu de laquelle un détenu qui est considéré admissible peut être libéré à un moment jugé opportun par une commission des libérations conditionnelles afin de purger le reste de sa peine dans la collectivité, assujéti à une forme de surveillance et à certaines conditions prescrites.

Libération d'office - La libération d'office permet à la plupart des contrevenants condamnés sous responsabilité fédérale et n'ayant pas obtenu de libération conditionnelle, de purger le dernier tiers de leur sentence sous surveillance dans la collectivité selon les mêmes conditions de libération que celles imposées aux contrevenants faisant l'objet d'une libération conditionnelle totale.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

QUESTION 27: Année financière 2005-2006

Quel était le nombre de personnes admises en surveillance communautaire durant l'année et quel était leur statut?

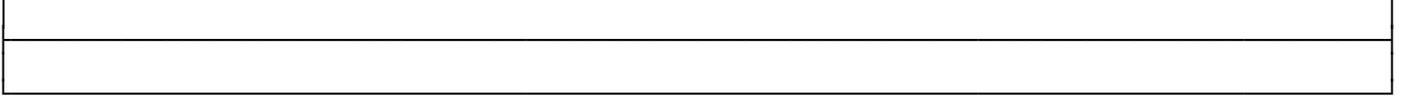
<u>Personnes en surveillance:</u>	<u>Nombre</u>
(a) Détenus libérés temporairement de la garde	_____
(b) Probation	_____
(c) Condamnation avec sursis.....	_____
(d) Programme de solution de rechange à l'amende	_____
(e) Ordonnance de service communautaire	_____
(f) Libération conditionnelle*	_____
(g) Autres, préciser	
_____	_____
_____	_____
_____	_____
NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS	_____

* Y compris environ _____ détenus fédéraux libérés en vertu d'une ordonnance de libération conditionnelle ou d'une ordonnance de liberté surveillée qui sont surveillés par un agent provincial.

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Personnes en surveillance - Voir la question 25.
2. Personnes admises en surveillance communautaire - Il s'agit du nombre total de personnes admises en surveillance communautaire durant l'année, quel que soit le degré de surveillance et le type de surveillant. Les détenus des établissements de correction des provinces, qui sont mis en liberté conditionnelle sous la surveillance d'un agent fédéral, ne doivent pas être inclus aux admissions au régime de libération conditionnelle. Les détenus dont l'admission remonte à l'année précédant l'année à l'étude doivent aussi être exclus.
3. Programme de solution de rechange à l'amende - Voir la question 26.
4. Ordonnance de service communautaire - Voir la question 26.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):



À TITRE D'INFORMATION

QUESTION 29: Année financière 2005-2006

Quel était l'origine ethnique des personnes admises en surveillance communautaire?

Origine ethnique:	Personnes en surveillance:						Total
	Proba- tion	Libéra- tion condi- tion- nelle totale	Condam- nation avec sursis	PSRA (1)	OSC (1)	Autres**	
(a) Autochtone	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(b) Non-autochtone	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(c) Non spécifié	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____

* Libération conditionnelle provinciale, s'il y a lieu

** Préciser _____

- (1) P.S.R.A. - Programme de solution de rechange à l'emprisonnement.
O.S.C. - Ordonnance de service communautaire.

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Personnes en surveillance - Voir la question 25.
2. Personnes admises en surveillance communautaire - Voir la question 27.
3. Origine ethnique - Les personnes d'origine autochtone désignent tous les Indiens nord-américains, les Esquimos, les Inuits, les Métis, les Indiens visés par les traités et non visés par les traités ainsi que les Indiens inscrits et non inscrits.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

QUESTION 30: Année financière 2005-2006

**Quel était l'âge des personnes admises en surveillance communautaire?
Si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent, veuillez fournir les données LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLES.**

Âge:	Personnes en surveillance:						Total
	Proba- tion	Libéra- condi-- tion- nelle totale	Condam- nation avec * sursis	PSRA (1)	OSC (1)	Autres**	
(a) Moins de 16 ans ..	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(b) 16	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(c) 17	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(d) 18	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(e) 19	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(f) 20	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(g) 21	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(h) 22	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(i) 23	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(j) 24	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(k) 25-29	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(l) 30-34	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(m) 35-39	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(n) 40-44	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(o) 45-49	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(p) 50 ans et plus ...	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
(q) Non spécifié	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Âge moyen (basé sur les micro-données)	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Âge médian (basé sur les micro-données)	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
* Libération conditionnelle provinciale, s'il y a lieu.							
** Préciser _____							
(1) P.S.R.A. - Programme de solution de rechange à l'amende. O.S.C. - Odon. ancé de service communautaire.							

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Personnes en surveillance - Voir la question 25.
2. Personnes admises en surveillance communautaire - Voir la question 27.
3. Âge - Il s'agit de l'âge de la personne lors de son admission en surveillance communautaire; cet âge peut être calculé à partir de la date de naissance ou être indiqué par la personne elle-même.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

QUESTION 31: Année financière 2005-2006

Quels genres d'infractions ont été commises par les personnes admises à la probation?

Genres d'infractions:	Sexe:		Non spécifié	Total
	Homme	Femme		
I Code criminel				
(a) Crimes de violence (p. ex. homicide, tentative de meurtre, infractions d'ordre sexuel, coups et blessures, etc.)	_____	_____	_____	_____
(b) Crimes contre la propriété (p. ex. introduction par effraction, vol simple, etc.)	_____	_____	_____	_____
(c) Conduite avec facultés affaiblies ...	_____	_____	_____	_____
(d) Autres, Code criminel	_____	_____	_____	_____
II Lois fédérales				
(a) Infractions concernant les drogues ..	_____	_____	_____	_____
(b) Autres, Lois fédérales	_____	_____	_____	_____
III Lois provinciales				
(a) Infractions concernant les boissons alcooliques	_____	_____	_____	_____
(b) Autres, Lois provinciales	_____	_____	_____	_____
IV Règlements municipaux	_____	_____	_____	_____
V Non spécifié	_____	_____	_____	_____
TOTAL	_____	_____	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Probation - Voir la question 25.
2. Infraction(s) (c'est-à-dire infractions au Code criminel, à une loi fédérale, à une loi provinciale ou à un règlement municipal) - Veuillez fournir le plus de détails possibles sur les infractions commises par le contrevenant au moment de son admission à la probation.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

QUESTION 32: Année financière 2005-2006

Dans le cas des contrevenants admis en surveillance communautaire durant l'année, quelle était la durée de l'ordonnance de probation?

Si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent, veuillez fournir les données **LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLES.**

Durée de l'ordonnance de probation:	Nombre
(a) Moins de 3 mois	_____
(b) 3 mois	_____
(c) Plus de 3 mois et moins de 6 mois	_____
(d) 6 mois	_____
(e) Plus de 6 mois et moins de 12 mois	_____
(f) 12 mois	_____
(g) Plus de 12 mois et moins de 18 mois	_____
(h) 18 mois	_____
(i) Plus de 18 mois et moins de 24 mois	_____
(j) 24 mois	_____
(k) Plus de 24 mois	_____
(l) Non spécifié	_____
NOMBRE TOTAL D'ADMISSIONS AU RÉGIME DE PROBATION	_____
Durée moyenne de l'ordonnance de probation (basé sur les micro-données)	_____
Durée médiane de l'ordonnance de probation (basé sur les micro-données)	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Probation - Voir la question 25.
2. Admission au régime de probation - Désigne le nombre total d'individus admis au régime de probation durant l'année, quel que soit le degré de surveillance. L'expression comprend également les peines d'emprisonnement et de probation, lorsque le contrevenant a été libéré de l'établissement de correction durant l'année pour purger le reste de sa peine en probation.
3. Durée de l'ordonnance de probation - Il s'agit de la période réelle à purger en probation, conformément à l'ordonnance de probation, plutôt que de la période passée en probation avant la libération.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

QUESTION 33: Année financière 2005-2006

Pour les contrevenants qui ont terminé leur période de probation durant l'année, combien de temps ont-ils passé en surveillance?

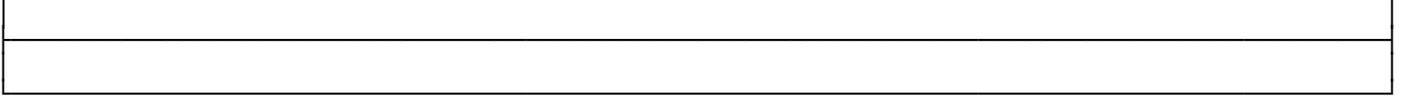
Si vos données ne correspondent pas aux catégories qui suivent, veuillez fournir les données LES PLUS DÉTAILLÉES POSSIBLE.

<u>Période passée en probation:</u>	<u>Probations réussies</u>	<u>Nombre total de périodes de probation</u>
(a) Moins de 3 mois	_____	_____
(b) 3 mois	_____	_____
(c) Plus de 3 mois et moins de 6 mois	_____	_____
(d) 6 mois	_____	_____
(e) Plus de 6 mois et moins de 12 mois	_____	_____
(f) 12 mois	_____	_____
(g) Plus de 12 mois et moins de 18 mois	_____	_____
(h) 18 mois	_____	_____
(i) Plus de 18 mois et moins de 24 mois	_____	_____
(j) 24 mois	_____	_____
(k) Plus de 24 mois	_____	_____
(l) Non spécifié	_____	_____
NOMBRE TOTAL DE LIBÉRATIONS SUIVANT LA PROBATION	_____	_____

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Probation - Voir la question 25.
2. Période passée en probation - Désigne la période effectivement passée en probation plutôt que la période devant être passée en probation en vertu de l'ordonnance.
3. Probations réussies - Il s'agit du nombre total de périodes de probation qui se sont terminées sans incident ni arrestation durant la durée de l'ordonnance.
4. Nombre total de périodes de probation - Il s'agit du nombre total de périodes de probation réussies ou non, y compris la violation de probation.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):



À TITRE D'INFORMATION

QUESTION 34: Année financière 2005-2006

Dans le cas des secteurs de compétence qui ont leur propre Commission des libérations conditionnelles, quel était le taux de libérations conditionnelles accordées?

<u>Auditions de demandes de la libération conditionnelle:</u>	<u>Semi-liberté</u>	<u>Libération conditionnelle totale</u>
(a) Libérations conditionnelles accordées	_____	_____
(b) Libérations conditionnelles refusées	_____	_____
(c) Libérations conditionnelles reportées*	_____	_____
NOMBRE TOTAL D'AUDITIONS DE DEMANDES DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE	_____	_____

* Cas des détenus non admissibles ou non disponibles pour l'entrevue, etc.

DÉFINITIONS ESSENTIELLES:

1. Commission provinciale des libérations conditionnelles - Ces commissions sont chargées d'accorder la libération conditionnelle aux détenus qui purgent des peines provinciales dans leur secteur de compétence et elles disposent, à cette fin, de tous les pouvoirs requis. La Commission nationale de libération conditionnelle a le pouvoir d'accorder une libération conditionnelle ou une semi-liberté aux détenus tant fédéraux que provinciaux dans les provinces et les territoires où il n'existe pas de commission provinciale. La **libération conditionnelle totale** consiste dans le privilège dont jouit le détenu de purger le reste de sa peine dans la collectivité jusqu'à l'expiration de cette peine. La **semi-liberté** est accordée à un candidat possible à la libération conditionnelle totale. Pendant sa semi-liberté, le détenu doit retourner dans l'établissement à intervalles réguliers.
2. Auditions de demandes de la libération conditionnelle - Nombre total de cas entendus par la Commission, qu'il s'agisse de révisions automatiques ou de demandes formelles.

DÉVIATION(S) DES DÉFINITIONS ESSENTIELLES/COMMENTAIRE(S):

